

**Assemblée générale**

Distr. générale
24 septembre 2012
Français
Original : espagnol

Soixante-septième session

Point 45 de l'ordre du jour

Question des îles Falkland (Malvinas)

**Lettre datée du 19 septembre 2012, adressée
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de l'Argentine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint (voir annexe) sa réponse à la lettre que vous a adressée le 27 janvier 2012 le Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies et qui a été distribuée sous la cote A/66/677; cette lettre faisait réponse au communiqué de presse publié le 3 janvier 2012 par le Gouvernement argentin à l'occasion du cent soixante-dix-neuvième anniversaire de l'occupation illégale des îles Malvinas par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (A/66/653).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 45 de l'ordre du jour, relatif à la question des îles Malvinas.

Le Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Mateo **Estrémé**



**Annexe à la lettre datée du 19 septembre 2012 adressée
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente de l'Argentine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La République argentine a l'honneur de s'adresser au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour répondre à la lettre que lui a adressée, le 27 janvier 2012, le Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies et qui a été distribuée sous la cote A/66/677.

La République argentine rejette l'ensemble des allégations figurant dans ladite lettre, qui en outre passe sous silence un certain nombre d'éléments, ces allégations et omissions étant une tentative de mettre en doute, voire de nier la vérité de faits historiques dûment établis.

La lettre du Royaume-Uni contient tellement de contradictions qu'au final, elle constitue une illustration éloquentes du fait que la position de ce pays sur la question des îles Malvinas est insoutenable. Le seul argument avancé par le Royaume-Uni pour justifier sa position est le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En d'autres termes, il prétend avoir acquis un droit en vertu d'un principe qui – toujours selon ses dires – a été consacré par la Charte des Nations Unies plus d'un siècle après qu'il a envahi les îles Malvinas en 1833. Le Royaume-Uni accuse également l'Argentine de ne pas respecter le droit international, mais cette accusation survient alors qu'il a lui-même refusé, des décennies durant, de s'acquitter de l'obligation qui lui était faite de négocier un règlement du conflit de souveraineté qui l'oppose à l'Argentine au sujet des îles Malvinas, des îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et des espaces maritimes environnants.

L'acte d'usurpation commis par le Royaume-Uni en 1833 sur les îles Malvinas, contre lequel, aussitôt l'invasion commise et jusqu'à ce jour, la République argentine n'a cessé de protester, est injustifiable et indéfendable, et il ne peut en aucun cas produire d'effet juridique. D'ailleurs, le fait que le Royaume-Uni ignore cette réalité souligne qu'il doute manifestement des droits qu'il prétend avoir sur les îles Malvinas, étant donné, pour ne citer que ces exemples, qu'il omet de mentionner les 32 gouverneurs dépêchés par la Couronne espagnole sur les Îles entre 1774 et 1811, de même qu'il omet de parler des nombreux actes de gouvernement qui y ont été accomplis par les autorités argentines à partir de 1810 et qui sont autant de preuves de la souveraineté argentine sur ces îles. Et jamais les Britanniques n'ont protesté à ces occasions. Au contraire, l'Argentine et le Royaume-Uni, en tant qu'États souverains, ont signé en 1825 un traité d'amitié, de commerce et de navigation. À l'époque, l'Argentine exerçait de façon publique et pacifique sa souveraineté sur les îles Malvinas, territoire que le Royaume-Uni reconnaissait comme argentin mais qu'il a envahi huit ans plus tard.

La République argentine déplore que le Royaume-Uni, en plus de présenter des arguments indéfendables pour justifier sa position, tente de déformer la position de l'Argentine et de minimiser l'étendue géographique sur laquelle porte le conflit de souveraineté. L'Argentine renvoie à cet égard aux déclarations qu'elle a elle-même faites pour présenter sa position et rappelle que la question des îles Malvinas, telle qu'elle est interprétée par l'Organisation des Nations Unies, porte sur le conflit de souveraineté dont sont l'objet les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et

Sandwich du Sud et les espaces maritimes environnants. La clause de sauvegarde relative à la souveraineté, acceptée par les deux États et appliquée dans de nombreux accords bilatéraux, implique la reconnaissance de l'existence d'un conflit de souveraineté entre les deux pays ainsi que celle de l'étendue géographique concernée par ce conflit, laquelle comprend nécessairement les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les espaces maritimes environnants.

La République argentine s'élève également contre la tentative du Royaume-Uni de masquer sa conduite actuelle derrière une quelconque interprétation possible du principe d'autodétermination des peuples, lequel d'ailleurs ne semble pas être au cœur des préoccupations de ce pays dans d'autres contextes, comme l'actualité le prouve. Ce principe, qui a été forgé dans le contexte de la décolonisation, ne peut en aucun cas être invoqué pour justifier la présence des colons britanniques qui habitent sur les îles sans qu'il n'y ait une contradiction avec l'essence et la finalité prévues par le droit lorsqu'il a consacré ce principe. La tentative britannique de privilégier la volonté de sa propre population, celle qu'il a installée dans ces îles, au mépris du droit international, illustre une position parfaitement irrationnelle et on ne saurait y voir le résultat d'une analyse menée en toute bonne foi par ce pays de sa situation dans ce différend. Qui plus est, l'Organisation des Nations Unies s'est opposée à la position britannique, considérant la question des îles Malvinas comme une situation de colonisation spéciale et particulière, et demande depuis plus de 47 ans que cette question soit réglée dans le cadre de négociations entre les deux parties, l'Argentine et le Royaume-Uni, compte étant tenu de l'intérêt des populations vivant sur les îles. Il faut en outre rappeler qu'en 1985, lors du débat sur la résolution relative à la question des îles Malvinas, l'Assemblée générale a refusé deux propositions d'amendement présentées par le Royaume-Uni qui visaient à introduire le principe d'autodétermination des peuples.

L'Assemblée générale, dans ses résolutions 2065 (XX), 3160 (XXVIII), 31/49, 37/9, 38/12, 39/6, 40/21, 41/40, 42/19 et 43/25, et le Comité spécial de la décolonisation, dans les résolutions qu'il adopte chaque année, et dont la dernière date du 14 juin 2012, vont dans le même sens lorsqu'ils reconnaissent l'existence d'un conflit de souveraineté opposant l'Argentine au Royaume-Uni et demandent que les deux parties règlent ce conflit en tenant compte de l'intérêt des habitants de ces îles.

La République argentine réaffirme une nouvelle fois au Royaume-Uni son engagement de respecter l'intérêt des habitants de ces îles, engagement consacré dans les clauses de sauvegarde et garanties offertes à cette fin, et négociées avec le Royaume-Uni lui-même, ainsi que son engagement, inscrit dans la Constitution, de respecter le mode de vie des habitants des îles.

La République argentine s'inquiète de ce que le Royaume-Uni persiste à mener dans la zone faisant l'objet du conflit des activités unilatérales qui contreviennent à la résolution 31/49 de l'Assemblée générale, et qu'il évoque un supposé renoncement de l'Argentine à coopérer avec lui dans l'Atlantique Sud dans plusieurs domaines, alors que ce sont précisément les activités unilatérales entreprises par les autorités britanniques qui ont empêché la poursuite de la coopération bilatérale dans ces domaines.

L'Argentine rappelle que la coopération dans le domaine de la pêche dans l'Atlantique Sud a été rendue impossible par la prise par les autorités britanniques d'une série de mesures unilatérales, comme l'établissement de prétendues

juridictions maritimes autour des îles Malvinas en 1986 et 1990, et autour des îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud en 1993; la vente de licences de pêche depuis 1987; la levée unilatérale en 1994 de l'interdiction totale provisoire de pêche décrétée pour la zone décrite dans l'Annexe à la Déclaration commune du 28 novembre 1990 et dans la zone située à l'ouest de cette dernière; et enfin l'instauration en 2005 d'un système de quotas en ce qui concerne les ressources halieutiques des eaux entourant les îles Malvinas, mesure qui revient à disposer à long terme, de façon illégale et unilatérale, des ressources halieutiques des espaces maritimes contestés.

De même, l'Argentine rappelle que sa décision de dénoncer en 2007 la Déclaration commune sur la coopération en matière d'activités en mer dans l'Atlantique Sud-Ouest a été motivée par les activités unilatérales qui ont été menées de façon répétée par le Royaume-Uni, en violation de ladite Déclaration, et que cette décision a été prise à l'issue d'une période de réflexion commencée avec la reconnaissance par les deux pays de l'existence d'une divergence d'interprétation sur l'étendue géographique à laquelle s'appliquaient les dispositions de cette déclaration.

En ce qui concerne les vols affrétés et le vol régulier hebdomadaire assuré par la compagnie Lan Chile vers les îles Malvinas, que mentionne le Royaume-Uni dans sa lettre, la République argentine rappelle que les vols affrétés n'ont jamais fait l'objet d'un quelconque accord, et signale que le Gouvernement britannique fait abstraction du fait qu'à plusieurs reprises, elle lui a proposé de revoir la situation qui prévaut actuellement dans le domaine des liaisons aériennes entre l'Argentine continentale et les îles Malvinas.

La République argentine juge nécessaire de préciser que plusieurs mesures qu'elle a prises dans le cadre de sa juridiction interne répondent à la nécessité de protéger les ressources renouvelables et non renouvelables que le Royaume-Uni semble se proposer d'exploiter, au mépris du fait qu'aucun pays du continent où se trouvent ces ressources ne le reconnaît comme souverain incontesté de ces archipels. Dans ce contexte, il est bien normal que l'Argentine continue à prendre des mesures destinées à décourager les activités illégales d'exploration et d'exploitation de ces ressources. La République argentine a pris ces mesures dans l'exercice de ses droits souverains et dans le respect du droit international.

Il faut également préciser que tous les engagements pris par les pays membres du Marché commun du Sud (MERCOSUR) traduisent la volonté souveraine de l'ensemble et de chacun des États composant ce marché, conformément au droit international et à leurs législations respectives. Dans ce contexte, il convient de rappeler que la mesure à laquelle le Royaume-Uni se réfère dans sa lettre concernait un pavillon qui n'est pas reconnu par la République argentine ni par aucun des pays membres de MERCOSUR.

De même, la République argentine tient à réaffirmer que le décret 256/2010 est totalement compatible avec la souveraineté argentine sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les espaces maritimes environnants, et qu'il ne constitue pas un obstacle à la libre navigation, conformément au droit international, et notamment à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Le Gouvernement argentin invite de nouveau le Royaume-Uni à reprendre les négociations, comme le recommande l'Organisation des Nations Unies et comme le

lui a demandé la communauté internationale à maintes reprises, afin de parvenir à un règlement du conflit de souveraineté dont sont l'objet les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les espaces maritimes environnants. De surcroît, les arguments avancés par le Royaume-Uni dans le texte auquel la présente lettre fait réponse gagneraient à être présentés dans le cadre de la reprise des négociations entre les deux pays sur la question de la souveraineté, négociations que le Royaume-Uni refuse depuis plus de 30 ans.

La République argentine réaffirme ses droits de souveraineté sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les espaces maritimes environnants.
